

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 1025

[C — 2011/29205]

**24 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conventions de coopération entre établissements de l'enseignement de promotion sociale organisant de l'enseignement supérieur et des institutions organisant de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale en Communauté française et en dehors de ses frontières**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment l'article 72;

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, notamment les articles 28, 29 et 30;

Vu le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2010;

Vu les protocoles de négociation du 24 janvier 2011 du Comité de négociation du secteur IX : « Enseignement » (Communauté française) du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 24 janvier 2011 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 49.221/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 février 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la circulaire ministérielle de recommandations relatives aux conventions de coopération portant organisation conjointe d'études supérieures du 29 juin 2009;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° section : une section de l'enseignement supérieur de promotion sociale dûment approuvée;

3° unité de formation : une unité de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale dûment approuvée;

4° conventions de coopération : les conventions visées à l'article 72 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ainsi que les avenants y afférents;

5° établissement : un établissement d'enseignement de promotion sociale;

6° institution : structure organisant de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale située en Communauté française ou en dehors des frontières de celle-ci et reconnue par les pouvoirs publics;

7° partenaire : institution partie prenante d'une convention de coopération;

8° cours : toute activité d'enseignement;

9° codiplomation : délivrance d'un seul titre dans le cadre d'une convention de coopération entre deux institutions ou plus habilitées ou autorisées à organiser la section concernée;

10° coorganisation : organisation d'une section par deux ou plusieurs institutions habilitées ou autorisées à organiser tout ou partie de la section concernée dans le cadre d'une convention de coopération;

11° collaboration : partenariats conventionnés par deux ou plusieurs institutions;

12° ECTS (crédit) : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage dans une discipline déterminée. Les ECTS sont octroyés à l'étudiant après évaluation favorable des compétences et connaissances acquises.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique uniquement aux conventions de coopération relatives aux actions de coorganisation, de codiplomation et de collaboration entre institutions dans lesquelles s'inscrivent des établissements organisant de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

**Art. 3.** Les conventions de coopération contiennent obligatoirement les éléments suivants :

1° la dénomination des institutions, les noms et qualités de leurs responsables et de leurs mandataires;

2° la preuve de leur reconnaissance par les pouvoirs publics au sens de l'article 72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4;

3° l'objet de la convention, en ce compris les modalités de répartition des ECTS entre les institutions;

4° la forme de coopération visée : codiplomation, coorganisation ou collaboration;

5° le cas échéant, le nom de la section ou du cursus concerné;

6° la composition de la Commission pédagogique visée à l'article 10 du présent arrêté;

7° le règlement d'ordre intérieur applicable aux étudiants inscrits dans la section et l'organisation concernées visé à l'article 4 du présent arrêté et commun aux institutions partenaires;

8° le cas échéant, les conditions de diplomation et de délivrance des suppléments au diplôme;

9° le cas échéant, les modalités d'intervention du personnel des institutions partenaires visées à l'article 7 du présent arrêté;

10° le cas échéant, les modalités de répartition et de prise de charge des coûts inhérents à la convention de coopération;

11° la durée et les conditions de renouvellement ou de fin de la convention de coopération;

12° la procédure de gestion des conflits et litiges;

13° le nombre d'exemplaires de la convention dont un à destination du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 4.** Le règlement d'ordre intérieur définit, notamment, les modalités pratiques d'organisation, d'admission des étudiants, de reconnaissance des capacités acquises, d'évaluation, de sanction, de certification des activités d'enseignement et de recours. Ce document est rédigé conformément aux législations des partenaires concernés et mis à la disposition des étudiants.

**Art. 5.** Les titres et les suppléments au diplôme seront délivrés conformément aux législations des institutions diplomantes. Il ne sera fait qu'un seul supplément au diplôme sur le territoire de la Communauté française.

**Art. 6.** Une information sur les droits d'inscription tels que prévus à l'article 72, § 2, du décret, sur les frais et coûts des études, sur les assurances et, le cas échéant, sur la prise en charge des hébergements et des déplacements sera fournie aux étudiants avant toute inscription.

**Art. 7.** Le cas échéant, et dans le respect des prescrits statutaires qui leur sont applicables, les établissements et les partenaires précisent les modalités de collaboration et d'intervention des membres du personnel, en ce compris en matière d'horaire, de statut vis-à-vis de leur établissement d'origine, de rémunération, d'assurances et, le cas échéant, de prise en charge des hébergements et des déplacements en ce compris les déplacements entre les institutions partenaires.

Sauf exception dument indiquée dans la convention de coopération et après accord des intéressés, les chargés de cours des établissements effectuent leurs prestations dans le cadre d'un dossier pédagogique tel que prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 ouvert par les établissements et suivant le régime statutaire qui leur est applicable.

**Art. 8.** En cas de déplacements d'étudiants ou de chargés de cours, l'établissement avertira, selon les procédures définies, la Direction de l'enseignement de promotion sociale et le Service de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 9.** Le nombre minimum d'ECTS à organiser par un établissement dans le cadre d'une convention de coorganisation ou de codiplomation est de 20 ECTS.

Le calcul du nombre d'ECTS est décidé de commun accord entre les partenaires sur base des documents de référence dûment approuvés par leur autorité de tutelle respective.

**Art. 10.** Dans le cadre de la conclusion d'une convention de coorganisation ou de codiplomation, une commission pédagogique, composée proportionnellement à la participation des différents partenaires, est instituée. Cette commission est chargée d'établir le règlement d'ordre intérieur prévu à l'article 4 du présent arrêté, de piloter et d'évaluer la convention de coopération, notamment en termes de démarche qualité telle que prévue par le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 11.** Le cas échéant, les conventions de coopération déjà conclues feront l'objet d'un avenant.

**Art. 12.** Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mars 2011.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1025

[C — 2011/29205]

**24 MAART 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenwerkingsovereenkomsten gesloten tussen inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie die hoger onderwijs inrichten en instellingen die hoger onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap en buiten haar grenzen inrichten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 72;

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid op de artikelen 28, 29 en 30;

Gelet op het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 december 2010;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 24 januari 2011 van het Onderhandelingscomité van sector IX : « Onderwijs » (Franse Gemeenschap) van het Comité der provinciale en plaatselijke openbare diensten – afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het overlegprotocol van 24 januari 2011 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die door de Regering erkend zijn;

Gelet op het advies nr. 49.221/2 van de Raad van State, gegeven op 22 februari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de ministeriële omzendbrief met de aanbevelingen betreffende de samenwerkingsovereenkomsten houdende gezamenlijke inrichting van hogere studies van 29 juni 2009;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort en de Minister tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° het decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° afdeling : een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie behoorlijk goedgekeurd;

3° opleidingseenheid : een opleidingseenheid van het hoger onderwijs voor sociale promotie behoorlijk goedgekeurd;

4° samenwerkingsovereenkomsten : de overeenkomsten bedoeld bij artikel 72 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en de erbij horende aanhangsels;

5° inrichting : een inrichting van onderwijs voor sociale promotie;

6° instelling : structuur die hoger onderwijs inricht met volledig leerplan of voor sociale promotie gevestigd in de Franse Gemeenschap of buiten haar grenzen en erkend door de openbare machten;

7° partner : instelling die aan een samenwerkingsovereenkomst deelneemt;

8° cursus : elke onderwijsactiviteit;

9° duale diplomering : uitreiking van één enkel bekwaamheidsbewijs in het kader van een samenwerkingsovereenkomst tussen twee of meerdere instellingen die ertoe gemachtigd zijn de betrokken afdeling in te richten of waarvoor toegelaten is dat zij de betrokken afdeling inrichten;

10° co-organisatie : organisatie van een afdeling door twee of meerdere instellingen die ertoe gemachtigd zijn de betrokken afdeling in te richten of waarvoor toegelaten is dat zij de betrokken afdeling inrichten in het kader van een samenwerkingsovereenkomst;

11° medewerking : partnerschappen via overeenkomsten door twee of meerdere instellingen;

12° Studiepunt (European Credit Transfer System – ECTS) : eenheid die overeenstemt met de tijd besteed door de student aan een leeractiviteit in een welbepaald vak. De studiepunten worden aan de student toegekend na gunstige evaluatie van de verworven bekwaamheden en kennis.

**Art. 2.** Dit besluit is enkel van toepassing op de samenwerkingsovereenkomsten betreffende de acties in verband met co-organisatie, duale diplomering en medewerking tussen instellingen waartoe inrichtingen die hoger onderwijs voor sociale promotie inrichten zich verbinden.

**Art. 3.** De samenwerkingsovereenkomsten bevatten verplicht de volgende elementen :

- 1° de benaming van de instellingen, de namen en de hoedanigheden van hun verantwoordelijken en mandatarissen;
- 2° het bewijs van hun erkenning door de openbare machten in de zin van artikel 72, § 1, vierde lid;
- 3° het doel van de overeenkomst, met inbegrip van de nadere regels voor de verdeling van de studiepunten over de instellingen;
- 4° de beoogde samenwerkingsvorm : duale diplomering, co-organisatie of medewerking;
- 5° desgevallend, de naam van de betrokken afdeling of cursus;
- 6° de samenstelling van de Pedagogische commissie bedoeld bij artikel 10 van dit besluit;
- 7° het huishoudelijk reglement dat van toepassing is op de studenten ingeschreven in de betrokken afdeling en inrichting bedoeld bij artikel 4 van dit besluit en gemeen aan partnerinstellingen;
- 8° desgevallend, de voorwaarden voor de uitreiking van het diploma en van de bijvoegsels bij het diploma;
- 9° desgevallend, de nadere regels voor de prestaties van het personeel van de partnerinstellingen bedoeld bij artikel 7 van dit besluit;
- 10° desgevallend, de nadere regels voor de verdeling en de tenlasteneming van de kosten die voortvloeien uit de samenwerkingsovereenkomst;
- 11° de duur en de voorwaarden voor de vernieuwing of de beëindiging van de samenwerkingsovereenkomst;
- 12° de procedure voor het beheer van de conflicten en geschillen;
- 13° het aantal exemplaren van de overeenkomst waaronder één ter bestemming van de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 4.** Onder andere bepaalt het huishoudelijk reglement de praktische nadere regels voor de inrichting, de toelating van studenten, de erkenning van de verworven bekwaamheden, de evaluatie, de bekrachtiging, de certificatie van de onderwijsactiviteiten en het beroep. Dat document wordt opgesteld overeenkomstig de wetgevingen van de betrokken partners en ter beschikking gesteld van de studenten.

**Art. 5.** De bekwaamheidsbewijzen en de bijvoegsels bij het diploma zullen uitgereikt worden overeenkomstig de wetgevingen van de diplomerende instellingen. Er zal enkel één bijvoegsel bestaan bij het diploma op het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

**Art. 6.** Er zal aan de studenten, vóór elke inschrijving, informatie verstrekt worden over het inschrijvingsgeld zoals bedoeld bij artikel 72, § 2, van het decreet, over de kosten en uitgaven in verband met de studies, over de verzekeringen en, desgevallend, over de tenlasteneming van de huisvesting en de verplaatsing.

**Art. 7.** Desgevallend, en mits inachtneming van de statutaire voorschriften die op ze van toepassing zijn, zullen de inrichtingen en partners de nadere regels bekend maken voor de medewerking en de prestaties van de personeelsleden, met inbegrip van de uurregeling, het statuut tegenover hun oorspronkelijke inrichting, de bezoldiging, de verzekeringen en, desnoods, de tenlasteneming van de huisvesting en de verplaatsingen met inbegrip van de verplaatsingen tussen de partnerinstellingen.

Behoudens uitzondering behoorlijk vermeld in de samenwerkingsovereenkomst en na instemming van de betrokkenen, voeren de docenten van de inrichtingen hun prestaties uit in het kader van een pedagogisch dossier zoals bedoeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, ingediend door de inrichtingen en volgens het statuut dat op ze van toepassing is.

**Art. 8.** Ingeval studenten of docenten verplaatsingen maken, zal de inrichting, volgens de bepaalde procedures, de Directie van het onderwijs voor sociale promotie en de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie ervan verwittigen.

**Art. 9.** Het minimum aantal ECTS die door een inrichting ingericht dienen te worden in het kader van een overeenkomst tot co-organisatie of duale diplomering is op 20 bepaald.

De berekening van het aantal studiepunten (ECTS) wordt gezamenlijk bepaald door de partners op basis van de referentiedocumenten behoorlijk goedgekeurd door hun respectieve toezichthoudende overheid.

**Art. 10.** In het kader van het sluiten van een overeenkomst van co-organisatie of duale diplomering, wordt een pedagogische commissie, samengesteld proportioneel met de deelname van de verschillende partners, ingesteld. Deze commissie is belast met het opstellen van het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 4 van dit besluit, de sturing en de evaluatie van de samenwerkingsovereenkomst, namelijk op het gebied van kwaliteitsaanpak zoals bedoeld in het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

**Art. 11.** Desgevallend zullen de samenwerkingsovereenkomst een aanhangsel krijgen.

**Art. 12.** De Minister tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 maart 2011.

De Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET